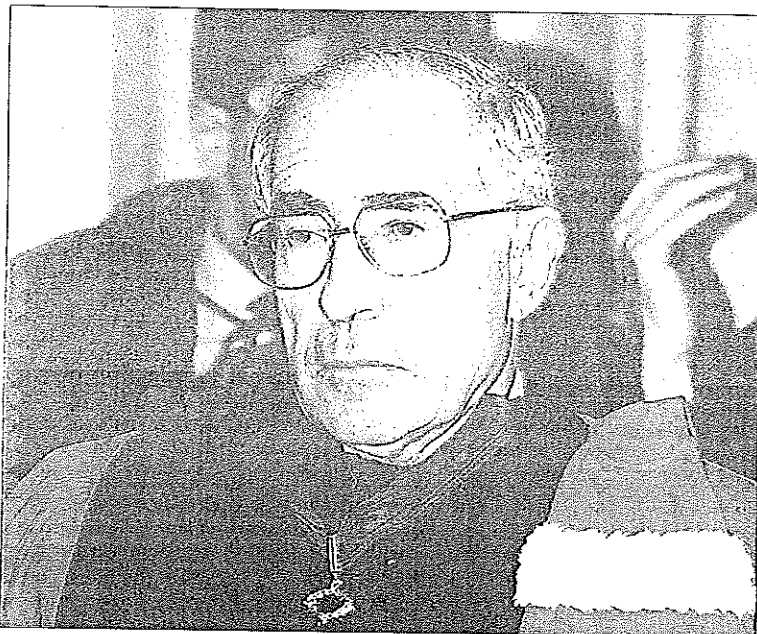


« LE DIPLÔME N'EST PLUS UN VISA POUR L'EMPLOI »

SELON JACQUES LESOURNE, LA CRISE DE L'EMPLOI N'EST PAS UNE FATALITÉ. ENCORE FAUDRAIT-IL, POUR LA SURMONTER, CHANGER RADICALEMENT NOS OUTILS DE PENSÉE ET D'ACTION.

Propos recueillis par Pascal Durand



Jacques Lesourne : « Ne pas avoir de diplôme est un signe négatif, en avoir n'est pas un signe positif. »

Spécialiste du management et de la prospective, l'économiste Jacques Lesourne était dans nos murs le 26 avril dernier pour recevoir ses insignes de docteur honoris causa à l'occasion du centenaire des études de gestion à l'ULG. Dans la conférence qu'il a prononcée sur le thème de la crise de l'emploi dans nos sociétés post-industrielles, l'auteur de *Vérités et mensonges sur le chômage* a souligné que le devoir de révolte contre une situation inacceptable ne doit pas se payer d'illusions héritées du passé. Liège Université l'a rencontré.

Liège Université : D'où vient selon vous que nos sociétés ont tant de mal à sortir de la crise et même à imaginer les moyens politiques et économiques d'en sortir ?

Jacques Lesourne : La crise de l'emploi dans laquelle nos sociétés continuent de s'enfoncer s'explique bien évidemment, d'un côté, par l'explosion des technologies de l'information, qui modifie considérablement leur structure productive, et, d'un autre côté, par la mondialisation des échanges. Mais il faut ajouter à cela un troisième facteur explicatif, qui tient précisément à l'inadaptation de nos instruments de pensée et d'action, lesquels remontent pour la plupart aux lendemains de la guerre, lorsque nos sociétés européennes ont procédé, par un mélange de marché, d'état protecteur et de négociations sociales, à la cicatrisation de la déchirure engendrée au XIX^e siècle par la Révolution industrielle. Ces instruments périmés ont joué un rôle important, selon moi, dans le développement du chômage en contribuant, dans les années 60, à rigidifier nos structures alors que le monde était en train de changer sous plusieurs aspects essentiels.

L.U. : Dans vos travaux récents, vous en appelez à une réconciliation entre science économique et sciences sociales. Une telle réconciliation pourrait-elle contribuer à débloquer la situation ?

J.L. : L'une des illusions de l'opinion publique est de croire qu'en science économique par exemple, comme en médecine, tout se passerait comme autrefois en physique : une fois des progrès réalisés sur la théorie des courants alternatifs, on en déduisait des machines. Ce qui n'est vrai ni de la médecine ni de l'économie. Le lien entre réflexion et décision est beaucoup plus complexe dans les sciences sociales, pour des raisons qui tiennent autant à l'imperfection de ces sciences, aux délais ou à l'insuffisance

d'information qu'aux processus de décision dans une démocratie.

L.U. : Michel Godet, votre collègue et confrère au Conservatoire des Arts et Métiers, a jeté un solide pavé dans la mare en déclarant, dans une interview parue dans *Trends Tendances* (18 avril), que la course au diplôme ne débouche pas sur les métiers qui connaissent les plus forts taux de croissance. Nous irions, dit-il, « vers une surabondance de diplômés et une pénurie de professionnels ». Partagez-vous son analyse ?

J.L. : Je connais bien les positions de Michel Godet, je les partage dans une large mesure, mais lui va beaucoup plus loin que moi. Partons de l'exemple français — car je ne suis pas sûr que ce qu'il soutient soit valable dans tous les pays européens. Un phénomène important s'est produit à la Révolution : parce qu'on refusait désormais de reconnaître une aristocratie héréditaire, on a construit en substitution, dans la sphère publique, une aristocratie fondée sur le diplôme. Cela parce

que le diplôme sanctionnait un certain mérite et qu'il serait délivré de manière anonyme : nul besoin de jugement, de face-à-face entre un juge et un impétrant. L'important, pour notre propos, est que cette idée s'est vue reconduite ensuite dans le dialogue social par les syndicats, sous l'espèce d'une recherche de la qualification. La personne dûment qualifiée aurait droit à une position, à un salaire parce que supposée capable, vu sa qualification, de remplir tel poste. Or, le problème est que si le diplôme garantit au début de la carrière un certain savoir, parfois un savoir-faire, il garantit rarement un comportement. Telle personne, ayant le diplôme requis, peut très bien n'être pas efficace ni compétente dans tel poste. Qu'en est-il dans la situation présente ? D'une certaine manière, d'abord, il n'est pas douteux que plus on détient un diplôme élevé, plus faibles sont en moyenne les taux de chômage. Deuxièmement, et d'une façon quelque peu paradoxale, la course au diplôme chez les jeunes est déterminée non tant par le fait qu'on les choisira en fonction de leurs titres, mais plu-

tôt parce que, s'ils n'en ont pas, ils subissent une sorte de discrédit social. Parce qu'il faut qu'ils luttent à armes égales dans la marée des demandeurs d'emploi. En termes plus abrupts, ne pas avoir de diplôme est un signe négatif, en avoir n'est pas un signe positif.

L.U. : Voulez-vous entendre par là que le diplôme n'est pas ou n'est plus un passeport pour l'emploi ?

J.L. : C'est cela même. Plutôt qu'un passeport, le diplôme est une carte d'identité obligatoire, sans laquelle vous êtes un homme sans qualité. Mais, en même temps, compte tenu de cette marée des demandeurs d'emploi, c'est moins le diplôme qui va jouer un rôle que l'ensemble de la compétence, dans laquelle entreront le comportement, le savoir-faire, la personnalité. Ce sur quoi Michel Godet a raison d'insister, c'est que l'allongement de la durée des études ne garantit pas la compétence professionnelle qui va suivre, puisque une partie importante de celle-ci vient du comportement. L'enseignement universitaire transmet beau-

coup de savoir, un peu moins de savoir-faire selon les domaines, mais l'apprentissage d'un comportement n'est pas sa préoccupation fondamentale.

L.U. : Si le diplôme n'est pas un passeport autorisant en droit l'entrée dans le monde du travail, quelles autres solutions entrevoyez-vous pour remédier au chômage ?

J.L. : Pour y remédier, on ne peut pas en tout cas raisonner au seul niveau du système éducatif. Je crois fondamentalement que la lutte contre le chômage exige un abaissement du coût du travail de faible ou moyenne qualification. Il faudrait parvenir à concilier une hiérarchie des coûts du travail qui tienne compte davantage de la situation objective des marchés tout en maintenant une distribution des revenus socialement acceptable. Tel est le gros problème, inconnu des années soixante parce que la situation globale des économies autorisait une distribution moins inégale qu'aujourd'hui des coûts du travail par compétences. Si l'offre était égale à la demande sur le marché du travail, nous ne connaîtrions qu'un chômage d'ordre frictionnel ou conjoncturel. Inutile de rêver : nous en sommes loin. Et notre seule issue est d'essayer de se rapprocher des contraintes du marché en évitant que cela ne se répercute brutalement sur l'inégalité des revenus.

L.U. : L'introuvable et classique quadrature du cercle ?

J.L. : Il y a de cela, en effet. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les marchés de l'emploi en Europe et aux États-Unis : en Europe, un coût du travail élevé de personnes peu qualifiées, qui vont donc grossir durablement les rangs du chômage; aux États-Unis, un marché du travail laissé à son propre jeu, donc un plus faible taux de chômage et de moindre durée, mais en contrepartie une situation de pauvreté inquiétante dans une partie de la population, avec une distribution du revenu qui tend à devenir de plus en plus inégalitaire. Aucune de ces deux situations n'est satisfaisante, c'est le moins qu'on puisse dire. Reste donc à savoir s'il existe une troisième voie, qui consisterait, d'un côté, à tenir compte du marché quant au coût du travail et, de l'autre, à éviter ou du moins à limiter par différents moyens — fiscaux notamment — l'accroissement des inégalités dans la distribution des revenus. C'est là une vraie question européenne, et qui exige pour être résolue qu'un véritable consensus se dégage pratiquement dans chaque pays, au-delà des obstacles et des résistances de toutes sortes. Rien d'impossible, selon moi, pour autant qu'on fasse l'effort d'une refonte radicale de nos cadres de pensée et d'action. Mais, même avec des politiques efficaces, je crains qu'il ne faille compter au moins sur une dizaine d'années pour résorber dans nos sociétés la partie la plus inacceptable du chômage.